

# CONTRE LA PRÉCARITÉ

## POUR UNE UNIVERSITÉ

# SOCIALE & SOLIDAIRE

Le 25 novembre, des élections partielles sont organisées pour la Commission de la Formation et de la Vie Universitaire (CFVU) dans le secteur « Lettres et sciences humaines et sociales ». Elle est consultée sur les règles relatives aux examens, les orientations des enseignements, les modalités d'inscription, etc. Deux sièges sont à pourvoir.

**Cette année, le vote se fera le 25 novembre, en physique sur les sites concernés.**

Dans l'Enseignement supérieur et la Recherche, les réformes se sont accumulées, rendant **l'enseignement supérieur encore plus inégalitaire**. Parcoursup a considérablement renforcé la sélection à l'entrée de la licence, à l'image de la sélection en M1 depuis 2017. Le « Plan Étudiants » a rendu optionnels les droits que nous avons acquis : la compensation, les rattrapages, le fait que les étudiant-e-s suivant un même cursus bénéficient des mêmes droits, etc. Avec « Bienvenue en France » en 2018, **le gouvernement a augmenté drastiquement le montant des frais d'inscription pour les étudiant-e-s hors-UE... en attendant de le faire pour tou-te-s.**

Nous savons que ce n'est pas par ces pseudo-élections que nous pourrions faire changer les choses. Soyons honnêtes : **les conseils universitaires visent à reproduire un semblant de démocratie étudiante**. Dans les faits, les élu-e-s étudiant-e-s ne possèdent qu'un pouvoir consultatif et ne sont pas écouté-e-s. Alors que les étudiant-e-s représentent plus de 80 % de la communauté universitaire, nous sommes largement sous représenté-e-s dans ces conseils, ce qui ne nous laisse aucune possibilité de peser dans la balance au moment des décisions. C'est pour cela que **nous ne reconnaissons pas de légitimité démocratique à ces instances et nous ne nous faisons aucune illusion** : ce sont les actions des étudiant-e-s en dehors de celles-ci qui permettent d'améliorer nos conditions de vie et d'étude, pas l'administration ! Pour cette raison, nous ne vous ferons donc pas de promesses que nous ne pourrions pas tenir.

## Alors pourquoi nous présenter ?

Cependant, notre présence en conseils est importante, car elle nous permet :

- de nous faire le **relais des revendications des étudiant-e-s**, et d'y apporter un soutien matériel ;
- d'avoir une plus grande légitimité pour **aider des étudiant-e-s en difficulté** au sein des commissions de l'université (commissions de discipline, FSDIE) ou dans leurs démarches face aux administrations (université, CROUS, préfecture...);
- de faire pression par le nombre afin de former une force d'opposition contre les dérives néo-libérales des administrations et des associations « apolitiques » qui ne protègent en aucun cas les intérêts des étudiant-e-s, et de faire barrage à l'extrême droite ;
- d'avoir un regard dans ces conseils et d'**informer les étudiant-e-s** sur les décisions qui nous touchent.

**UNE LISTE  
PRÉSENTÉE PAR :**



**UNE LISTE  
SOUTENUE PAR :**



# Pour un enseignement supérieur :

## ACCESSIBLE ET PUBLIC

- La fin de la sélection en licence et en master
- Opposition totale aux mesures austéritaires : l'État doit se réengager financièrement dans l'enseignement supérieur et la recherche. À Tours, cet abandon s'illustre par un manque d'espaces de travail et de lieux de vie, des salles de TD surchargées, le manque de prises pour les ordinateurs portables, etc.
- Le maintien des rattrapages et l'extension de la seconde session d'examen à tous les cursus
- La facilitation des demandes de réorientation
- La restauration, l'isolation et la remise aux normes des bâtiments vétustes, comme ceux des Tanneurs ou de Fromont
- La suppression de la CVEC (92 €)

## Qui sommes-nous ?

Notre liste est impulsée par le Syndicat Étudiant de Tours (SET) et Solidaires étudiant-e-s syndicats de luttes Tours et est soutenue par la Fédération syndicale étudiante de Tours (FSE), trois syndicats qui articulent une implication locale et la participation à des luttes nationales (contre la sélection à l'université, la LPPR, la réforme des retraites, et en soutien des mobilisations féministes). Nous sommes des étudiant-e-s investi-e-s dans la vie de nos campus et dans la défense quotidienne de chacun-e. Nous voulons faire de l'université **un lieu de vie, de démocratie, de partage scientifique et d'émancipation. Nous revendiquons donc un accès à de meilleures conditions matérielles d'existence** nécessaires à l'épanouissement personnel et académique de tout-e étudiant-e et nous luttons contre les discriminations persistantes dans l'enseignement supérieur. Nous militons sans concession pour un enseignement supérieur public, gratuit, émancipateur, critique, écologiste et résolument ouvert à tou-te-s.

Solidaires siège à la CFVU depuis 2018 et a aujourd'hui déjà une élue. Notre présence en conseil est loin de représenter le gros de notre engagement, qui se traduit principalement par un syndicalisme de terrain, proche et à l'écoute des étudiant-e-s.

Nous sommes en effet **les seuls syndicats pouvant se targuer de faire un travail de terrain**, que cela soit par le biais de permanences syndicales, d'accompagnement des étudiant-e-s ou de distributions de produits essentiels en réponse à la précarité récemment.

## OUVERT À TOU-TE-S

- Gel, linéarisation, baisse puis gratuité de l'inscription pour tou-te-s les étudiant-e-s quel que soit leur statut, leur formation et leur nationalité
- Une réforme ambitieuse des bourses : la fin du système d'échelons, un montant annexé sur le seuil de pauvreté, indépendant du revenu des parents et son ouverture aux étudiant-e-s étranger-ère-s. Sur le court terme, une suppression de la condition d'assiduité
- Baisse du seuil d'accès au RSE de 10 à 6 h de travail hebdo
- Simplifications des démarches et conditions d'accès aux aménagements d'études pour les étudiant-e-s handicapé-e-s ainsi qu'une communication sur celles-ci et la possibilité de demande tout au long de l'année. Et pour cela, une augmentation des moyens financiers et humains
- L'accessibilité des bâtiments aux PMR et le respect des tiers temps, y compris en contrôle continu
- L'inscription des étudiant-e-s sans demande de titre de séjour afin de permettre la régularisation des étudiant-e-s sans papier et des moyens supplémentaires pour l'accueil des étudiant-e-s exilé-e-s
- La possibilité d'étudier et d'obtenir ses diplômes sous ses prénom et civilité d'usage
- Nous considérons que l'extrême droite n'a pas sa place à l'université. Nous nous opposons à la présence d'association prônant ou pratiquant le sexisme, l'homophobie, le racisme ou la xénophobie
- L'application d'une charte antisexiste sanctionnant les pratiques sexistes, et notamment les bizutages
- La distribution en libre accès, gratuite et obligatoire de protections hygiéniques dans tous les WC des établissements
- La suspension conservatoire des enseignants et personnels de l'université accusés d'agression et de harcèlement sexuel, selon l'article 30 de la loi du 13/07/1983

## « BIENVENUE » EN FRANCE

Votée en 2018, la loi « Bienvenue en France » vise à l'augmentation exponentielle des frais d'inscriptions des étudiant-e-s étranger-e-s hors UE. Les frais sont ainsi passés de 170 € à 2 770 € par an en licence et de 243 € et 380 € à 3 770 € par an en master ! Auxquels il faut ajouter l'obligation de ressources mensuelles pour un visa, les frais de transport et la restriction du travail salarié...

Derrière cette politique xénophobe qui sert une volonté d'immigration choisie, ne nous leurrions pas : on nous prépare à une augmentation généralisée des frais d'inscription, comme le préconise la Cour des comptes. Après tout, 4 000 €, c'est « modique » (Conseil d'État) et la « quasi-gratuité du système français nuit à sa bonne image » (CGE)... À Tours, veillons à ce qu'il ne soit pas mis en place !